

[Texte]

Mr. Laniel: Can we ask you a question in French?

Mr. Sargeant: Wait—*attends*.

The Chairman: Mr. Sargeant from Manitoba.

Mr. Sargeant: Yes. We are almost bilingual.

I have a few specific questions I would like to direct to the Minister this morning. Then, if I have time in this round, or in a future round, or the next time he is before us, I will direct some more general questions to him.

I just had a situation brought to my attention early this morning, Mr. Minister.

• 1105

I will admit before I even go into it that I am not sure if you are the appropriate Minister or if this is more a question for Employment and Immigration. But it is happening at CFB Goose Bay. There is an organization up there, or a company, called Labrador Aviation Services, which provides or does maintenance service both for EPA, the private carrier, and also I understand for the U.S. Air Force. Apparently they are going on strike tomorrow night; and somehow or other the Americans are bringing in 60 workers from the United States to replace them. I find this to be if not an illegal, at least an immoral, violation of Canadian labour and immigration standards.

Can you tell me if DND has any involvement in this? They are using CFB Goose Bay. How does this fit in, if at all?

Mr. Blais: Well, yes, we do use Goose Bay; but as you know, we also have an arrangement which is part of our NATO contribution, an arrangement with the Brits and with the Germans, if memory serves, for the utilization of Goose Bay for training purposes. I would like to see that utilization increased. Now, as you can see, that creates a difficulty, in the sense that if you have a private contractor that is doing repair and overhaul on military aircraft of our hosts and we find that the contractor is struck by its workers, then we are in a serious position in terms of providing the sort of facilities required by our NATO allies.

The contracts, of course, are let by DSS in most instances, and I am sure this would be one that DSS would be dealing with. About the striking capacity, of course it impacts negatively on the ability of our continuing to do business with that contractor; and in the long run, because we are dealing with national security issues, you might well recognize that we would have to set up our own repair unit and we would have to make the SFU—the support fighter units, or whatever they call them—in places to provide for the requirements of Canadian forces, American forces, and other NATO allied forces.

I am just making a comment. I do not know anything about it. I have not seen the dossier, and I was not made aware that there were some labour difficulties there. I am making that

[Traduction]

M. Laniel: Peut-on vous poser une question en français?

M. Sargeant: Attends—*Wait*.

Le président: Monsieur Sargeant, du Manitoba.

M. Sargeant: Oui. Nous sommes presque bilingues.

J'ai quelques questions spécifiques à poser au ministre ce matin. Et ensuite, s'il me reste du temps, ou au deuxième tour, ou même lorsque le ministre comparaitra de nouveau, j'aurai quelques questions plus générales.

Ce matin même, monsieur le ministre, on a porté une affaire à mon attention.

D'entrée de jeu, je dois reconnaître que je ne sais pas si elle relève de votre compétence ou du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Enfin, cela se produit à la base des Forces canadiennes de Goose Bay. On y trouve une entreprise appelée Labrador Aviation Services, qui fournit des services d'entretien à la fois à la compagnie privée Eastern Provincial Air Lines et à l'armée de l'air américaine. Ses employés entrent en grève demain soir, et les Américains vont faire venir 60 travailleurs des États-Unis pour les remplacer. Or, cela me paraît sinon illégal, tout au moins immoral, une transgression des normes canadiennes en matière de travail et d'immigration.

Pouvez-vous me dire si le ministère de la Défense a quelque chose à voir avec cela étant donné que la compagnie se sert de la base de Goose Bay? Quel est le rôle du ministère là-dedans, si tant est qu'il en a un?

M. Blais: Oui, nous nous servons de la base de Goose Bay mais vous n'ignorez pas qu'en vertu de notre participation à l'OTAN, un arrangement prévoit que les Britanniques et les Allemands peuvent se servir de la base de Goose Bay à des fins d'entraînement. J'aimerais d'ailleurs que la base serve davantage à cette fin. Comme vous pouvez le voir, cela crée des difficultés, en ce sens que si l'entreprise privée effectue les réparations et les mises au point des appareils militaires de nos hôtes, et si les employés de cette dernière font grève, alors nous avons de la difficulté à fournir les services nécessaires à nos alliés de l'OTAN.

Bien entendu, dans la plupart des cas, les contrats sont accordés par le ministère des Approvisionnements et Services, et je suis sûr qu'il s'occupera de cette question. Pour ce qui est des possibilités de grève, elles peuvent entraîner une rupture de notre contrat avec l'entreprise en question, et à long terme, étant que nous sommes chargés des questions liées à la sécurité nationale, nous devons peut-être constituer nos propres services d'entretien et de réparation et il faudra que nous disposions d'unités d'appui aux combattants en certains endroits afin qu'ils puissent combler les besoins des forces canadiennes, américaines et de celles de nos autres alliés de l'OTAN.

Cela n'est toutefois qu'une observation car je ne suis pas au courant de l'affaire. Je n'ai pas été saisi du dossier, et ne savais pas non plus qu'il y avait certaines difficultés sur le plan des